



CABINET PRADAL & ASSOCIÉS

Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes
Inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts Comptables
de la Région de Marseille
Inscrite à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes
(Ressort de la Cour d'Appel d'Aix en Provence)

Philippe PRADAL
Expert-comptable D.P.L.E.
Maître en Droit
D.E.A de Droit Public

Thomas CARTOSIO
Expert-comptable D.P.L.E.
Commissaire aux comptes

INSTITUT JEANNE DE FRANCE
19, Rue Paul DÉROULÈDE
06000 NICE

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels Relatif à l'exercice clos le 31 Août 2024

Aux Adhérents de l'Association Institut Jeanne de France,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, en date du 4 Février 2019, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'INSTITUT JEANNE DE FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 Août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment

Immeuble Nouvel'R - Entrée TERRAZZO - 143, boulevard René CASSIN - 06200 NICE
Tél. : 04 97 03 00 90

E-Mail : contact@cabinet-pradal.com

S.A.R.L. au capital de 739 500 € - R.C. Nice B 389 863 895 - FR 35 389 863 895 00030



nous n'avons pas fourni de services autres que la certification des comptes au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Justification des appréciations

A la date de notre rapport, l'association propriétaire de l'ensemble immobilier s'est engagée à conclure un bail emphytéotique avec votre association pour une durée de 30 ans. Celui-ci est en cours de validation. Dans cette hypothèse, et compte tenu de la durée de jouissance qui résultera de la souscription de ce bail, l'inscription à l'actif des travaux réalisés n'appelle pas d'observation.

Une dépréciation a été constatée, dans les comptes de l'exercice clos le 31 août 2024 à hauteur de 20 % des immobilisations en cours et un trentième par an du solde de 80 % des travaux soit un montant total de 706 484 Euros. Cette dépréciation fait l'objet d'une mention dans l'annexe des comptes annuels (Note sur le bilan – Dépréciation des Immobilisations).

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre sa mission, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de mettre un terme à l'activité de l'association.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement



s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nice le 22 Novembre 2024
Pour la SARL CABINET PRADAL & Associés



Philippe PRADAL
Commissaire aux comptes

Immeuble Nouvel'R - Entrée TERRAZZO - 143, boulevard René CASSIN - 06200 NICE

Tél. : 04 97 03 00 90

E-Mail : contact@cabinet-pradal.com

S.A.R.L. au capital de 739 500 € - R.C. Nice B 389 863 895 - FR 35 389 863 895 00030

Bilan actif

	Brut	Amortisseme Dépréciation	Net au 31/08/2024	Net au 31/08/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Constructions	527 208	124 239	402 969	370 412
Installations techniques, matériels et outillages indust	39 632	10 711	28 921	18 301
Autres immobilisations corporelles	352 216	214 436	137 780	158 302
Immobilisations corporelles en cours	2 119 452	706 484	1 412 968	1 469 487
Immobilisations financières				
Prêts	800		800	350
Total I	3 039 308	1 055 871	1 983 437	2 016 852
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Marchandises	18 999		18 999	20 326
Avances et acomptes versés sur commandes				4 605
Créances				
Créances Usagers et comptes rattachés				3 906
Autres	1 320		1 320	2 609
Autres postes de l'actif circulant				
Disponibilités	499 297		499 297	445 748
Charges constatés d'avance	12 985		12 985	14 954
Total II	532 600		532 600	492 147
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	3 571 908	1 055 871	2 516 038	2 508 999
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				



Bilan passif

	au 31/08/2024	au 31/08/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droits de reprise		
Fonds propres complémentaires	168 215	168 215
Fonds propres avec droits de reprise		
Réserves pour projet de l'entité	1 190 762	1 634 004
Excédent ou déficit de l'exercice	60 242	-443 242
Situation nette (sous-total)	1 419 220	1 358 977
Total I	1 419 220	1 358 977
FONDS REPORTES ET DÉPES		
PROVISIONS		
Provisions pour charges	9 711	5 260
Total III	9 711	5 260
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	953 223	1 055 710
Emprunts et dettes financières diverses		24
Avances et commandes reçues sur commandes en cours	29 250	11 154
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	79 056	32 048
Dettes fiscales et sociales	16 689	10 747
Autres dettes	8 889	23 204
Produits constatés d'avance		11 875
Total IV	1 087 107	1 144 762
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	2 516 038	2 508 999
(1) Dont à plus d'un an (a)	850 259	
Dont à moins d'un an (a)	207 599	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		



Compte de résultat

	Exercice N 31/08/2024	Exercice N-1 31/08/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens -	18 523	17 306
Ventes de prestations de services	760 841	687 134
Produits des tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	324 490	341 677
Reprises sur provisions et amortissements, transferts de charges	7 592	24 452
Autres produits	1 454	1 601
Total I	1 112 900	1 072 170
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	14 544	16 855
Variation des stocks	1 327	-6 568
Autres achats et charges externes	564 975	514 008
Impôts, taxes et versements assimilés	670	709
Salaires et traitements	294 531	233 304
Charges sociales	61 740	45 466
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	113 236	708 607
Dotations aux provisions	7 723	2 170
Autres charges	40	4 732
Total II	1 058 785	1 519 284
1 . RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	54 115	-447 114
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	17 122	7 749
Total III	17 122	7 749
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	8 348	8 822
Total IV	8 348	8 822
2 . RESULTAT FINANCIER (III-IV)	8 774	-1 073



Compte de résultat

	Exercice N 31/08/2024	Exercice N-1 31/08/2023
3 . RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	62 888	-448 187
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	2 940	6 003
Total V	2 940	6 003
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		87
Sur opérations en capital	2 951	
Total VI	2 951	87
4 . RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-11	5 917
Impôts sur les bénéfices (VIII)	2 635	972
Total des produits (I+III+V)	1 132 962	1 085 922
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 072 720	1 529 165
EXCEDENT OU DEFICIT	60 242	-443 242



Règles et méthodes comptables

Désignation de l'école :
INSTITUT JEANNE DE FRANCE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/08/2024, dont le total est de 2 516 038 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un excédent de 60 242 Euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/2023 au 31/08/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/08/2024 ont été établis conformément aux règlements de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-6 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine. L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices



Règles et méthodes comptables

montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière, si l'actif continue à être utilisé, est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Toutefois, lorsque la valeur actuelle n'est pas jugée notablement, c'est à dire de manière significative, inférieure à la valeur nette comptable, cette dernière est maintenue au bilan.

La comptabilisation d'une dépréciation modifie de manière prospective la base amortissable de l'actif déprécié.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.



Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

Autres informations :

Le montant des immobilisations en cours inclut les travaux de construction du bâtiment B et les travaux d'aménagements et de construction du bâtiment A.

A la clôture de l'exercice, un bail emphytéotique conclu avec l'association propriétaire (Vallon des Pins) était en cours de validation.

Une dépréciation des travaux en cours a été constatée au 31/08/2024 (cf détails page 13).

Le Conseil Municipal de la ville de Nice a octroyé une garantie à hauteur de 500 000 € à l'institut Jeanne de France au titre de l'emprunt contracté auprès de la Société Générale, destiné à financer la mise aux normes PMR de ses locaux (séance du 13 novembre 2017).



Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentatio	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui	80 601	10 000	2 990	87 611
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	389 897	49 700		439 597
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	26 246	13 386		39 632
- Installations générales, agencements aménagements divers	226 389			226 389
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	143 480	9 236	26 889	125 826
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	2 119 452			2 119 452
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	2 986 065	82 322	29 879	3 038 508
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	350			800
Immobilisations financières	350			800
ACTIF IMMOBILISÉ	2 986 415	82 322	29 879	3 039 308



Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentatio	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui	33 783	7 239	2 990	38 032
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	66 303	19 904		86 207
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	7 945	2 766		10 711
- Installations générales, agencements aménagements divers	121 118	14 545		135 663
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	90 449	15 213	26 889	78 773
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	319 598	59 668	29 879	349 387
ACTIF IMMOBILISE	319 598	59 668	29 879	349 387



Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 15 104 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	800	800	
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	1 320	1 320	
Charges constatées d'avance	12 985	12 985	
Total	15 104	15 104	
Prêts accordés en cours d'exercice	1 900		
Prêts récupérés en cours d'exercice	1 450		

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	649 965	56 519		706 484
Immobilisations financières				
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières				
Total	649 965	56 519		706 484
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		56 519		
Financières				
Exceptionnelles				



Notes sur le bilan

Dépréciation des immobilisations

	Montant	Valeur Retenu	Justification
TRAVAUX EN COURS MISE AUX NORMES	2 119 452	706 484	Voir commentaire
TOTAL	2 119 452	706 484	

En l'absence de signature du bail emphytéotique, il a été décidé de constater les dépréciations suivantes :

- Dépréciation à 100 % de 20 % des travaux en cours (20 % car estimation des malfaçons)
- Dépréciation du solde de 80 % à hauteur de 1/30ème par année à compter du 01/09/2019 (date estimée de fin des travaux)

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de re	168 215				168 215
Fonds propres avec droit de re					
Ecart de réévaluation					
Réserves	1 634 004	-443 242			1 190 762
Report à Nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	-443 242	443 242	60 242		60 242
Situation nette	1 358 977		60 242		1 419 220
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commo					
TOTAL	1 358 977		60 242		1 419 220



Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	5 260	7 723	3 272		9 711
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	5 260	7 723	3 272		9 711
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		7 723	3 272		
Financières					
Exceptionnelles					



Notes sur le bilan

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 1 057 857 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un a	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	953 223	102 964	413 342	436 917
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	79 056	79 056		
Dettes fiscales et sociales	16 689	16 689		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	8 889	8 889		
Produits constatés d'avance				
Total	1 057 857	207 599	413 342	436 917
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	102 487			
(**) Dont envers les associés				



Notes sur le compte de résultat

Population scolaire

	2023-2024	2022-2023	2021-2022	2020-2021	2019-2020
Nombre d'élèves					
Pré-élémentaire - Maternelles	107	93	91	102	105
Elémentaire	202	227	229	231	236
Primaire	309	320	320	333	341
Total des élèves pour l'établissement	309	320	320	333	341
Demi-pensionnaires	292	295	289	306	312
Externes	17	25	31	27	29
Nombre de classes					
Pré-élémentaire - Maternelles	4	3	3	3	3
Elémentaire	7	8	8	8	8
Primaire	11	11	11	11	11
Total des classes pour l'établissement	11	11	11	11	11
Effectif moyen par classe					
Pré-élémentaire - Maternelles	27	31	30	34	35
Elémentaire	29	28	29	29	30

Tarifs annuels

Participation des familles

	2023-2024	2022-2023	2021-2022	2020-2021	2019-2020
Contribution familiale					
Pré-élémentaire - Maternelles	1 130	1 010	990	970	950
Elémentaire	1 070	980	960	940	920

Notes sur le compte de résultat

	2023-2024	2022-2023	2021-2022	2020-2021	2019-2020
Demi-pension					
Pré-élémentaire - Maternelles	1 150	1 000	1 000	1 000	1 000
Elémentaire	1 100	1 000	1 000	1 000	1 000

	2023-2024	2022-2023	2021-2022	2020-2021	2019-2020
Pension					

	2023-2024	2022-2023	2021-2022	2020-2021	2019-2020
Autres (transports...)					

	2023-2024	2022-2023	2021-2022	2020-2021	2019-2020
Etude - garderie					
Etablissement	380	380	380	380	380

Participation de l'Etat et des collectivités

	2023-2024	2022-2023	2021-2022	2020-2021	2019-2020
Collectivités					
Pré élémentaire - Maternelles	1 153	1 153	1 153	1 153	1 153
Elémentaire - Primaires	907	907	907	907	907

